

# Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 1<sup>er</sup> trimestre 2021



# PANORAMA GÉNÉRAL

## Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 1<sup>er</sup> trimestre 2021

### 7406 défaillances d'entreprises au 1<sup>er</sup> trimestre 2021

Un an après le début de la crise, la fermeture guette les plus fragiles. 8 jugements sur 10 sont des liquidations directes, du jamais vu en 20 ans.



Paris le 14 avril 2021 –

Le groupe Altaires – expert historique et référent de l'information sur les entreprises, partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 1er trimestre 2021.

**Avec 7406 procédures collectives ouvertes, soit une baisse de 32,1 % par rapport au 1er trimestre 2020, le niveau général des défaillances reste exceptionnellement bas.** Le mois de mars marque cependant un véritable point d'inflexion, tant sur le rythme des ouvertures de procédures que sur leur physionomie, puisque 79 % des jugements mènent désormais à la liquidation de l'entreprise. Un niveau jamais atteint en 20 ans.

#### Thierry Millon, directeur des études Altaires :

«Après avoir atteint leur plus bas niveau en 30 ans fin 2020, le nombre de procédures continue de reculer fortement au premier trimestre 2021(-32,1 %). Le mois de mars pourrait cependant constituer un point de bascule.

D'abord sur le changement de rythme des ouvertures de procédures, attendu mais impressionnant. Sur les deux premières semaines de mars, les défaillances d'entreprises sont en très fort recul (-48 %), mais sur les deux suivantes elles explosent de 155 % comparées à la même période de 2020, qui marquait le début du confinement, le gel des cessations de paiement, la fermeture des juridictions et donc la suspension temporaire des audiences.

C'est aussi en mars qu'émergent des chiffres concrets sur la détresse de centaines d'entreprises qui se trouvent en cessation de paiement, en dépit des dispositifs de soutien publics. Car désormais, 8 entreprises sur 10 qui se présentent devant les tribunaux sont directement liquidées, un taux jamais atteint depuis 20 ans. »

## En recul de 32,1 % sur un an, le nombre de défaillances d'entreprises reste exceptionnellement bas.

7 406 entreprises sont tombées en défaillance en France au cours des trois premiers mois de l'année 2021, c'est 32,1 % de moins qu'à la même période 2020, qui n'avait été perturbée par la crise sanitaire qu'en toute fin de trimestre.

Seulement **170 procédures de sauvegardes** (-26,7 %) ont été ouvertes, pour **1 493 entreprises placées en redressement judiciaire**. Un nombre en très fort retrait (-51,2 %), deux fois plus rapide que celui des liquidations judiciaires directes (5 743 ; -24,5 %).

Les mois de janvier (-35 %) et février (-45 %) démontrent une baisse très importante du nombre de procédures ouvertes, alors que **le mois de mars (-13 %) amorce un changement de rythme**. Si la première quinzaine du mois s'inscrivait dans la même tendance que février (-48 %), **la seconde présente une augmentation impressionnante de 155 % par rapport à la même période en 2020**. Une tendance d'autant plus marquée du côté des **liquidations judiciaires directes** (+211 %).

**Le taux des liquidations directes s'accélère en effet en ce début d'année**. Il dépasse désormais 77 % des jugements sur le premier trimestre et **atteint même 79 % en mars**, une donnée qui illustre la **très grande fragilité de nombreuses structures**.

**Le nombre d'emplois menacés tombe juste sous le seuil des 30 000** mais représente encore en moyenne **4 emplois par entreprise**. A noter que ce chiffre est toutefois amplifié par la procédure de sauvegarde engagée par le groupe de restauration Flunch, qui concerne 5000 salariés. Sans cette procédure, le nombre d'emplois menacés par entreprise serait resté similaire à la moyenne observée depuis cinq ans (3,4 emplois par défaillance).

## Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre (Données arrêtées au 1er avril de chaque année)

	2017 T1	2018 T1	2019 T1	2020 T1	2021 T1	Evolution T1 2021/T1 2020	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	363	284	252	232	170	-26,7%	260
Redressements Judiciaires	4 648	4 419	4 057	3 061	1 493	-51,2%	3 536
Liquidations judiciaires directes	11 026	9 995	9 837	7 609	5 743	-24,5%	8 842
<b>Total défaillances</b>	<b>16 037</b>	<b>14 698</b>	<b>14 146</b>	<b>10 902</b>	<b>7 406</b>	<b>-32,1%</b>	<b>12 638</b>
Total Emplois menacés	57 800	44 400	45 140	34 500	29 940	- 4 560	42 356
Emplois menacés par entreprises	3,6	3,0	3,2	3,2	4,0	0,9	3,4

## Les TPE durement fragilisées et les PME d'au moins 100 salariés sous tension.

**Les TPE de moins de trois salariés** concentrent **les trois quarts des procédures** mais leur nombre (5609) est en recul de 31 %. Ces entreprises se présentent toutefois devant le tribunal en situation financière tellement compromise que **80% d'entre elles sont placées directement en liquidation judiciaire**.

**La situation des TPE de 3 à 5 salariés** est à peine meilleure. Elles sont 939 à avoir défailli au 1er trimestre 2021(-31%) et **77 % d'entre elles ont été immédiatement liquidées**.

Les ouvertures de procédures collectives **reculent de 40 % chez les entreprises de 6 à 49 salariés** et de 35 % chez les PME de 50 à 99 salariés.

Pour les **PME d'au moins 100 salariés, la situation reste tendue : les liquidations directes sont minoritaires mais le nombre de défaillances augmente sur un an**. 23 ont en effet défailli au 1er trimestre 2021, soit 6 de plus qu'il y a un an. Cependant, seules 4 d'entre elles ont été liquidées.

A noter que moins de la moitié de ces grandes PME était à jour de publicité des comptes annuels, certaines ne publiaient plus leurs comptes depuis plusieurs années.

## Les défaillances en recul dans la plupart des secteurs mais plusieurs activités démontrent déjà des signes de fragilité



### BATIMENT

Le **bâtiment** est aligné sur la tendance globale avec un retrait de 32 % des procédures. Dans le gros œuvre, on note une baisse remarquable en construction de maisons individuelles (-36 %), dans le second œuvre, les travaux de peinture et vitrerie se démarquent également (-38 %). La situation est en revanche tendue **dans l'immobilier**, en particulier en **promotion immobilière (+85 %)** ou autres activités immobilières telles que les **marchands de biens ou la location (+15 %)**.



### COMMERCE

Le **commerce** (-35 %) présente de sensibles améliorations dans les activités de vente de détail comme de gros. Le nombre de défaillances est ainsi divisé par deux dans le commerce de détail d'habillement (-52 %) ou dans les magasins multi-rayons (-50 %). On observe un recul de 40 % dans le négoce de gros alimentaire. **En revanche, les procédures sont un peu plus nombreuses ce trimestre en optique et pharmacie.**



### SERVICES

Le secteur des **services aux entreprises** présente un recul de 23 % des défaillances. Un taux que l'on observe également dans les activités de conseil pour les affaires ou le nettoyage courant des bâtiments. En revanche, **le nombre de jugements augmente de 35 % en conseil en relations publiques et communication et de 30% en location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers.**

Les **services aux particuliers** sont alignés sur la tendance globale du trimestre avec un **recul global de 32 %, dont -40 % en coiffure et -31 % en soins de beauté.**



### INDUSTRIE - MANUFACTURE

L'**industrie** enregistre également une baisse globale remarquable (-40 %) portée par l'agroalimentaire (-49 %). En manufacture, la fabrication de textile, habillement et cuir affiche une belle performance (-56 %).



### TRANSPORTS

Le secteur des **transports et de la logistique** affiche une baisse des défaillances de 31%, portée par le transport de marchandises (-33 %). Dans le détail de cette activité, on observe des reculs de 38 % pour le fret interurbain et de 32 % pour le fret de proximité.



### RESTAURATION

Le recul des défaillances est encore très fort en hôtellerie-restauration. **701 procédures** ont été ouvertes, c'est **moitié moins (-51 %)** qu'il y a un an. La tendance est portée aussi bien par la **restauration traditionnelle (-54 %)** que rapide (-50 %). La baisse est également très marquée pour les **débîts de boissons (-53 %)**. L'**hôtellerie** enregistre une baisse de 47 %.



### AGRICULTURE

Les ouvertures de procédures sont en retrait de 12% en **agriculture** mais **des tensions s'observent dans plusieurs activités comme la pêche en mer, la culture de la vigne, l'élevage de buffles et autres bovins et l'élevage de volailles.**

## Analyse des défaillances d'entreprises au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 dans les régions

### La baisse des défaillances est la plus forte en Corse et en Bourgogne-Franche-Comté qui voient le nombre d'ouvertures de procédures chuter de moitié sur un an.

En **Corse** (-51,8 %), 41 procédures ont été ouvertes contre 85 un an plus tôt. Le bâtiment (-57 %) tire la tendance. Le recul est marqué en Haute-Corse (-42 %) et plus encore en Corse-du-Sud (-62 %). La Corse serait ainsi le territoire le plus préservé. Toutefois, cette performance en masque une autre moins favorable car la Corse est aussi la région qui présente le plus fort taux de liquidations judiciaires directes. Habituellement proche de 50 %, il explose à plus de 85 % en ce début d'année.

La **Bourgogne-Franche-Comté** (-51,7 %) compte 218 défaillances d'entreprises contre 451 un an plus tôt. Dans l'hébergement-restauration-débits de boissons, le recul est très rapide (-74 %). Le Jura et la Nièvre voient le nombre de jugements divisé par deux, tandis que l'Yonne et le Territoire de Belfort affichent des baisses de plus de 75 %.

La **Normandie** coiffe sur le fil les Hauts-de-France pour occuper la quatrième marche du podium. En Normandie (-47,8 %), 252 procédures ont été ouvertes contre 483 un an plus tôt. Ici aussi, c'est le secteur de l'hébergement-restauration-débits de boissons qui démontre la performance la plus forte (-65 %). L'Eure (-54 %), le Calvados (-56 %) et l'Orne (-65 %) forment le trio de tête.

Les **Hauts-de-France** (-43,7 %) comptent 489 défaillances d'entreprises contre 869 un an plus tôt. Les activités information-communication (-88 %) et le secteur transport-logistique (-61 %) affichent les plus forts reculs. L'Oise (-56 %) et la Somme (-64 %) présentent les reculs de défaillances les plus importants de la région.

### Nouvelle-Aquitaine, Bretagne et Auvergne-Rhône-Alpes connaissent des évolutions comparables au-delà de -35 %.

La **Nouvelle-Aquitaine** (-37,2 %) compte 600 défaillances d'entreprises contre 955 un an plus tôt. Dans l'hébergement-restauration-débits de boissons et l'industrie agroalimentaire, les défauts reculent de plus de 60 %. La Dordogne (-51 %) et la Haute-Vienne (-57 %) offrent les meilleures performances.

En **Bretagne** (-36,4 %), 285 procédures ont été ouvertes contre 448 un an plus tôt. Le secteur des coiffeurs, soins de beauté et corporels signe la baisse la plus importante (-60 %). **Quelques activités sont dans le rouge ; c'est le cas de l'agriculture (+14 %) en particulier l'élevage, ou des services aux entreprises (+4 %).** Dans les Côtes-d'Armor, le nombre des procédures a été divisé par deux (-50 %).

**Auvergne-Rhône-Alpes** (-36,1 %) enregistre 824 jugements ce premier trimestre contre 1289 début 2020. Dans l'hébergement-restauration-débits de boissons, le nombre de procédures chute de moitié (-50 %). Localement, la Loire et le Cantal affichent les plus fortes baisses (-50 %) tandis que l'**Allier (+9%) et la Haute-Loire (+25%) basculent dans le rouge.**

**L'Occitanie** (-31,6 %) s'aligne sur la moyenne française. Le secteur des coiffeurs, soins de beauté et corporels (-59 %) et la restauration (-47 %) présentent les plus fortes baisses. Les Hautes-Pyrénées (-71 %) et l'Ariège détiennent les meilleures performances parmi les départements.

### Dans les cinq autres régions métropolitaines, le nombre de défaillances recule de 25% à 30%.

En **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** (-28,5 %), 806 procédures ont été ouvertes contre 1127 un an plus tôt. L'industrie, principalement agroalimentaire, et l'hôtellerie-restauration affichent les meilleures performances (-44 %). Avec un très faible volume de défaillances, les Alpes-de-Haute-Provence connaissent une très forte amélioration (-73 %).

Les **Pays-de-la-Loire** (-26,7 %) comptent 310 jugements ce premier trimestre contre 423 un an plus tôt. Les défaillances chutent rapidement dans l'hôtellerie-restauration (-73%) et le commerce (-51%). La Vendée (-51%) et la Sarthe (-45%) affichent les meilleures performances régionales.

Dans le **Grand-Est** (-26,6 %), on compte 551 procédures soit 200 de moins qu'il y a un an. L'industrie (-48 %) et le transport-logistique (-43 %) tirent la tendance régionale. Les Ardennes (-48 %), l'Aube (-47 %) et la Meurthe-et-Moselle (-44 %) présentent les plus fortes baisses départementales.

**Centre-Val-de-Loire** (-26,3 %) compte 263 jugements ce premier trimestre contre 357 un an plus tôt. La meilleure tendance est offerte par les services aux entreprises (-59 %). Le Loiret qui concentre traditionnellement le plus de défaillances d'entreprises sur cette région, cède son fauteuil à l'Indre-et-Loire au bénéfice de la plus forte baisse régionale (-39 %).

**L'Île-de-France** ferme la marche avec une baisse de 25,9 %, avec 1895 jugements contre 2559 début 2020. Le secteur de l'hébergement-restauration-débits de boissons porte la performance la plus forte (-47%).

**Dans les Yvelines**, le nombre des procédures a été divisé par deux (-50 %). Paris présente quant à lui le recul le moins important (-14 %).

Dans les **territoires d'Outre-mer**, seule la Martinique est dans le vert (-33,3% ; 52 procédures). **La Guadeloupe (+10,5%) et la Réunion (+58%) passent au rouge.** La Guyane présente un indicateur exceptionnel mais le nombre de défaillances d'entreprises, même s'il est multiplié par quatre, concerne en réalité « seulement » 16 entreprises.

## TOUJOURS SOUS PERFUSION PUBLIQUE, LES ENTREPRISES TIENNENT MAIS TOUT L'ENJEU EST DÉSORMAIS D'ANTICIPER SUR L'AVENIR, LORSQUE LES DISPOSITIFS D'AIDES S'ARRÊTERONT.

**Thierry Millon conclut :** « La stratégie de soutien à l'économie réelle déployée par l'Etat s'est avérée efficace au regard du faible niveau des défaillances d'entreprises enregistrées : moins de 29 000 procédures ouvertes sur les douze derniers mois contre plus de 52 000 en 2019.

Si indispensables qu'elles soient pour faire face à l'exceptionnelle crise, **ces aides sont destinées à être allégées voire stoppées** lorsque l'activité aura suffisamment redémarré pour espérer tenir sans elles. Les entreprises ne passeront alors pas ce cap sans difficulté.

**La question se pose notamment pour les entreprises ayant bénéficié d'un PGE.** Les premières observations communiquées par la Fédération Bancaire Française début avril révèlent que les **trois quarts des bénéficiaires choisissent de rembourser le plus tard possible.** La Banque de France estimait en début d'année que **4,5 à 6% des PGE auraient du mal à être remboursés.** Fin mars, ces prêts ont été distribués à 664 000 entreprises pour un montant global de 135 milliards d'euros.

Les « **zombies** », ces structures qui survivent grâce au soutien de l'Etat et à des taux d'intérêt bas, résisteront également difficilement à l'arrêt des aides. **Altarex en répertorie 63 000 en France, soit 5,3% des sociétés commerciales.** Ces entreprises présentent hors contexte Covid un risque de défaillances 2,3 fois supérieur aux autres sociétés commerciales. Un risque qui grimpera encore à l'extinction des aides.

En 2020, 20 000 entreprises mises sous perfusion avaient échappé à la défaillance en comparaison de la volumétrie 2019 ; seront-elles prêtes à vivre seules au cours des prochains mois ?

**Les entreprises qui ressortiront de cette crise dans les meilleures conditions sont celles qui, au-delà de leur propre situation financière, pourront compter sur des fournisseurs et des clients fiables et solides. L'impayé client ou la faillite du client sont des situations dont beaucoup d'entreprises ne se remettront pas après le Covid. Gare à l'effet domino au moment de la reprise, le risque de défaut des clients est en effet très élevé. »**

Pour en savoir davantage sur comment Altarex peut aider votre entreprise, rendez-vous sur : <https://www.altares.com>

## SOMMAIRE

# Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 1<sup>er</sup> trimestre 2021

## 1. Statistiques détaillées des défaillances 1<sup>er</sup> trimestre 2021

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1<sup>er</sup> trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 100 salariés** au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021 ,
- Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en régions au 1<sup>er</sup> trimestre 2021

---

## 2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

## PARTIE 1

# Statistiques détaillées des défaillances

## 1<sup>er</sup> trimestre 2021

### Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1er trimestre sur 5 ans

(Les données 2020 T1 et 2021 T1 non définitives sont arrêtées au 04 avril de chaque année)

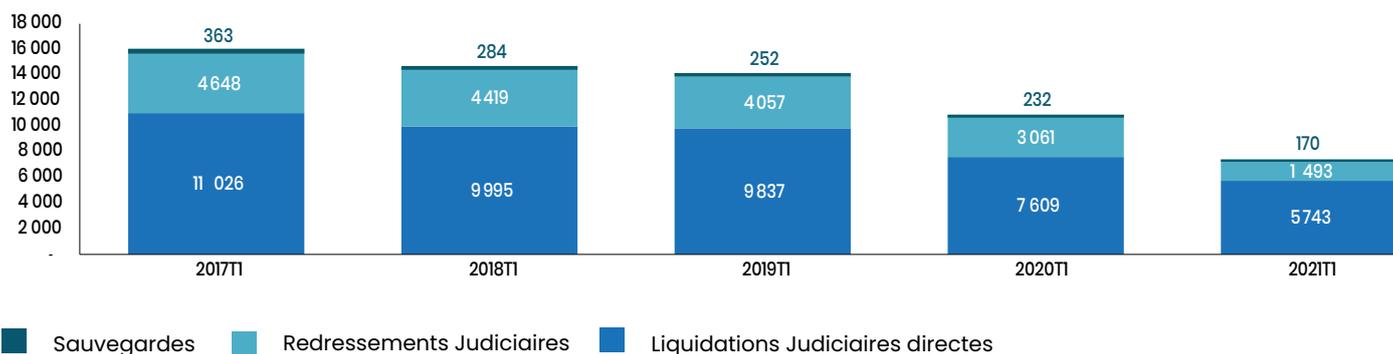
Nombre d'ouvertures	2017 T1	2018 T1	2019 T1	2020 T1	2021 T1	Évolution 2021 T1/2020 T1	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	363	284	252	232	170	-26,7%	260
Redressements Judiciaires	4 648	4 419	4 057	3 061	1 493	-51,2%	3 536
Liquidations Judiciaires directes	11 026	9 995	9 837	7 609	5 743	-24,5%	8 842
<b>Total défaillances</b>	<b>16 037</b>	<b>14 698</b>	<b>14 146</b>	<b>10 902</b>	<b>7406</b>	<b>-32,1%</b>	<b>12 638</b>

Taux par nature de procédure	2017 T1	2018 T1	2019 T1	2020 T1	2021 T1	Évolution 2021 T1/2020 T1	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2,3%	1,9%	1,8%	2,1%	2,3%	0,2%	2,1%
Redressements Judiciaires	29,0%	30,1%	28,7%	28,1%	20,2%	-7,9%	28,0%
Liquidations Judiciaires directes	68,8%	68,0%	69,5%	69,8%	77,5%	7,8%	70,0%
<b>Taux procédure</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>		<b>100,0%</b>

Nombre d'emplois menacés	2017 T1	2018 T1	2019 T1	2020 T1	2021 T1	Écart 2021 T1/2020 T1	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2 400	1 600	3 040	1 600	6 424	4 824	3012,8
Redressements Judiciaires	19 600	22 800	21 300	15 700	10 829	-4 871	18 045,8
Liquidations Judiciaires directes	22 400	21 200	20 800	17 200	12 687	-4 513	18857,4
<b>Total emplois menacés</b>	<b>57 800</b>	<b>44 400</b>	<b>45 140</b>	<b>34 500</b>	<b>29 940</b>	<b>-4 560</b>	<b>42 356</b>

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2017 T1	2018 T1	2019 T1	2020 T1	2021 T1	Évolution 2021 T1/2020 T1	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	6,6	5,6	12,1	6,9	37,8	30,9	13,8
Redressements Judiciaires	4,2	5,2	5,3	5,1	7,3	2,1	5,4
Liquidations Judiciaires directes	2,0	2,1	2,1	2,3	2,2	-0,1	2,1
<b>Total emplois menacés</b>	<b>3,6</b>	<b>3,0</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>4,0</b>	<b>0,9</b>	<b>3,4</b>

## Histogramme des évolutions de défaillances sur 5 ans



## Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2020 T1				2021 T1				Évolution 2021 T1 / 2020 T1	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	118	2 070	5 943	8 131	91	1 016	4 502	5 609	-31,0%	80,3%
3 à 5	38	389	926	1 353	31	183	725	939	-30,6%	77,2%
6 à 9	34	224	454	712	13	113	258	384	-46,1%	67,2%
10 à 19	17	200	206	423	16	94	181	291	-31,2%	62,2%
20 à 49	21	129	59	209	9	48	66	123	-41,1%	53,7%
50 à 99	2	39	16	57	7	23	7	37	-35,1%	18,9%
100 et plus	2	10	5	17	3	16	4	23	35,3%	17,4%
<b>Total défaillances</b>	<b>232</b>	<b>3 061</b>	<b>7 609</b>	<b>10 902</b>	<b>170</b>	<b>1 493</b>	<b>5 743</b>	<b>7 406</b>	<b>-32,1%</b>	<b>77,5%</b>

## Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2020 T1				2021 T1				Évolution 2021 T1 / 2020 T1	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	16	343	1 003	1 362	14	102	620	736	-46,0%	84,2%
3 à 5 ans	41	880	2 448	3 369	34	380	1 760	2 174	-35,5%	81,0%
6 à 10 ans	61	754	1 856	2 671	43	393	1 510	1 946	-27,1%	77,6%
11 à 15 ans	43	406	937	1 386	26	241	786	1 053	-24,0%	74,6%
16 et plus	71	678	1 365	2 114	53	377	1 067	1 497	-29,2%	71,3%
<b>Total défaillances</b>	<b>232</b>	<b>3 061</b>	<b>7 609</b>	<b>10 902</b>	<b>170</b>	<b>1 493</b>	<b>5 743</b>	<b>7 406</b>	<b>-32,1%</b>	<b>77,5%</b>

## Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

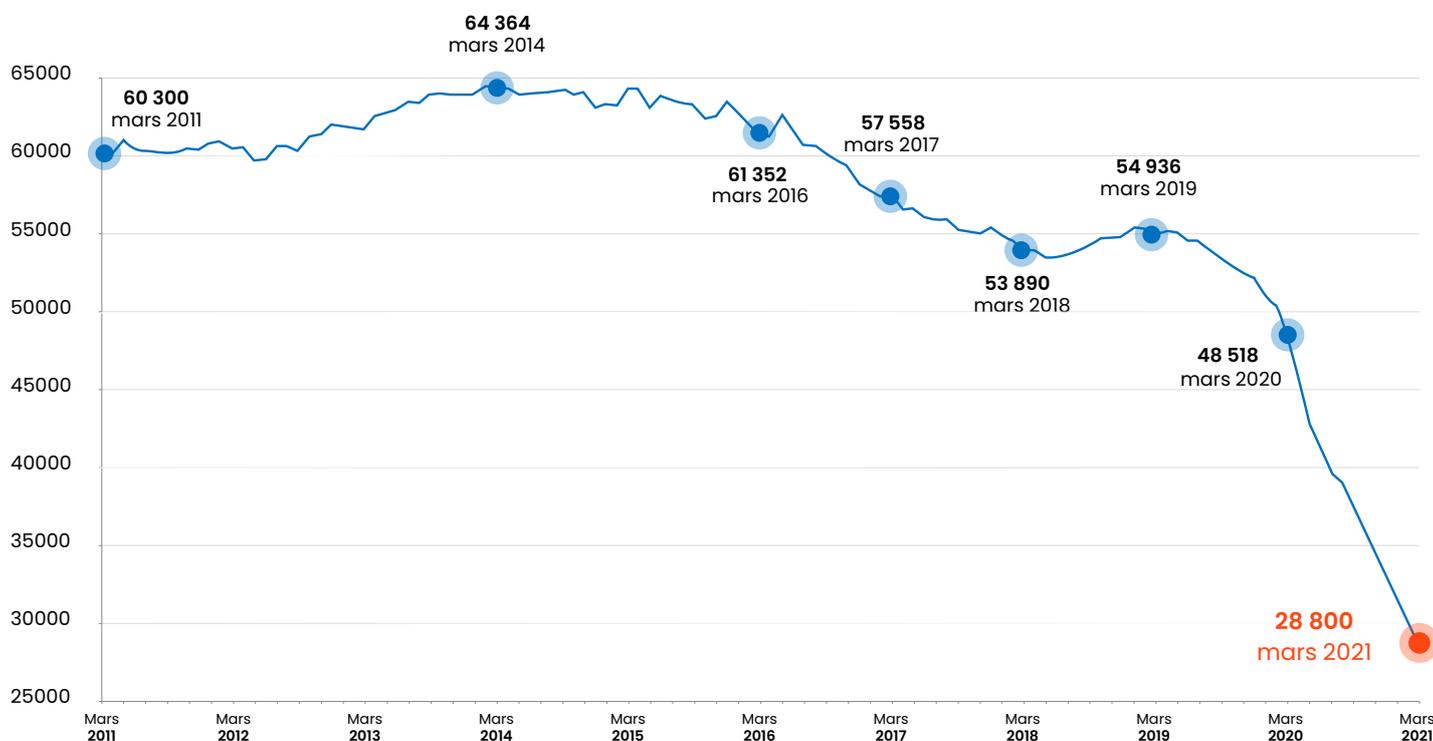
Activité	2020 T1				2021 T1				Évolution 2021 T1 / 2020 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
<b>Agriculture</b>	<b>8</b>	<b>136</b>	<b>136</b>	<b>280</b>	<b>7</b>	<b>101</b>	<b>139</b>	<b>247</b>	<b>-11,8%</b>	<b>56,3%</b>
Chasse, pêche, forêt		13	33	46		9	30	39	-15,2%	76,9%
Culture	6	58	56	120	6	39	57	102	-15,0%	55,9%
Élevage	2	65	47	114	1	53	52	106	-7,0%	49,1%
<b>Construction</b>	<b>41</b>	<b>811</b>	<b>1820</b>	<b>2 672</b>	<b>32</b>	<b>444</b>	<b>1 527</b>	<b>2 003</b>	<b>-25,0%</b>	<b>76,2%</b>
<b>Bâtiment</b>										
Gros œuvre	2	277	592	871	1	122	489	612	-29,7%	79,9%
Second œuvre	14	384	904	1 302	9	160	688	857	-34,2%	80,3%
Travaux Publics	2	35	87	124	5	34	62	101	-18,5%	61,4%
<b>Immobilier</b>										
Promotion immobilière		7	27	34		21	42	63	85,3%	66,7%
Agences immobilières		23	66	89	2	12	65	79	-11,2%	82,3%
Autres activités immobilières	23	85	144	252	15	95	181	291	15,5%	62,2%
<b>Commerce</b>	<b>58</b>	<b>515</b>	<b>1864</b>	<b>2 437</b>	<b>33</b>	<b>246</b>	<b>1 294</b>	<b>1 573</b>	<b>-35%</b>	<b>82,3%</b>
<b>Commerce &amp; réparation véhicules</b>										
Commerce & réparation véhicules	2	96	322	420	1	74	281	356	-15,2%	78,9%
<b>Commerce de détail</b>										
Magasins multi-rayons	5	46	156	207	3	10	91	104	-49,8%	87,5%
Détail alimentaire	3	63	219	285	3	30	136	169	-40,7%	80,5%
Bricolage & équipement du foyer	3	46	138	187	3	12	92	107	-42,8%	86,0%
Sport & loisirs	2	14	75	91	1	4	36	41	-54,9%	87,8%
Commerce d'habillement	27	41	200	268	6	13	110	129	-51,9%	85,3%
Soin de la personne & optique	3	15	51	69	6	7	46	59	-14,5%	78,0%
vente hors magasin	1	44	150	195	2	18	107	127	-34,9%	84,3%
Carburants & combustibles		2	12	14	1	3	5	9	-35,7%	55,6%
Autres commerces de détail	2	36	143	181	1	13	87	101	-44,2%	86,1%
<b>Commerce Interentreprises</b>										
Centrales d'achat	1	16	67	84	2	10	41	53	-36,9%	77,4%
Alimentaire	3	24	54	81		11	38	49	-39,5%	77,6%
Textile, habillement		6	37	43	3	2	28	33	-23,3%	84,8%
Biens domestiques	3	13	66	82	1	14	43	58	-29,3%	74,1%
Equipements informatiques & électroniques		4	16	20			17	17	-15,0%	100,0%
Machines & équipements		21	49	70		8	41	49	-30,0%	83,7%
Matériaux de construction, sanitaire...		16	43	59		7	43	50	-15,3%	86,0%
Autre commerce interentreprises	3	12	66	81		10	52	62	-23,5%	83,9%
<b>Industrie</b>	<b>20</b>	<b>236</b>	<b>490</b>	<b>746</b>	<b>21</b>	<b>116</b>	<b>309</b>	<b>446</b>	<b>-40,2%</b>	<b>69,3%</b>
<b>Industrie agroalimentaire</b>										
Industrie alimentaire	2	94	175	271	5	34	99	138	-49,1%	71,7%
<i>Dont Pâts de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	2	73	142	217	3	23	82	108	-50,2%	75,9%
<b>Industrie manufacturière</b>										
Textile, habillement, cuir		17	54	71	1	3	27	31	-56,3%	87,1%
Bois, matériaux de construction	1	13	28	42	1	12	17	30	-28,6%	56,7%
Imprimerie	6	12	28	46	4	7	14	25	-45,7%	56,0%
Métallurgie, mécanique	2	27	44	73	4	17	37	58	-20,5%	63,8%
Énergie, Eau, Environnement		10	20	30		8	17	25	-16,7%	68,0%
Réparation, maintenance		23	54	77	1	13	35	49	-36,4%	71,4%
Autre industrie manufacturière	9	40	87	136	5	22	63	90	-33,8%	70,0%

## Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2020 T1				2021 T1				Évolution 2021 T1 /2020 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
<b>Information &amp; communication</b>	<b>3</b>	<b>67</b>	<b>224</b>	<b>294</b>	<b>6</b>	<b>36</b>	<b>176</b>	<b>218</b>	<b>-25,9%</b>	<b>80,7%</b>
Services informatiques & édition de logiciels	1	54	147	202	5	20	122	147	-27,2%	83,0%
Autres activités information & communication	2	13	77	92	1	16	54	71	-22,8%	76,1%
<b>Transport &amp; logistique</b>	<b>6</b>	<b>117</b>	<b>336</b>	<b>459</b>	<b>2</b>	<b>50</b>	<b>266</b>	<b>318</b>	<b>-30,7%</b>	<b>83,6%</b>
Transport routier de marchandises	6	68	191	265		31	147	178	-32,8%	82,6%
Autres activités de transport		20	35	55	2	9	30	41	-25,5%	73,2%
Transport routier de voyageurs		29	110	139		10	89	99	-28,8%	89,9%
<b>Activités d'assurance et financières</b>	<b>1</b>	<b>24</b>	<b>47</b>	<b>72</b>	<b>5</b>	<b>12</b>	<b>49</b>	<b>66</b>	<b>-8,3%</b>	<b>74,2%</b>
Activités financières		17	35	52	4	9	38	51	-1,9%	74,5%
Activités d'assurance	1	7	12	20	1	3	11	15	-25,0%	73,3%
<b>Services aux entreprises</b>	<b>46</b>	<b>397</b>	<b>1029</b>	<b>1472</b>	<b>33</b>	<b>203</b>	<b>891</b>	<b>1127</b>	<b>-23,4%</b>	<b>79,1%</b>
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	4	60	186	250		31	137	168	-32,8%	81,5%
Conseil en communication et gestion	5	46	163	214	7	30	140	177	-17,3%	79,1%
Services d'architecture et d'ingénierie	3	52	141	196	9	27	141	177	-9,7%	79,7%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	25	57	123	205	10	32	98	140	-31,7%	70,0%
Autres services administratifs aux entreprises	4	100	242	346	5	47	205	257	-25,7%	79,8%
Sécurité	4	27	71	102	1	6	84	91	-10,8%	92,3%
Nettoyage de bâtiments	1	55	103	159	1	30	86	117	-26,4%	73,5%
<b>Services aux particuliers</b>	<b>6</b>	<b>100</b>	<b>342</b>	<b>448</b>	<b>4</b>	<b>54</b>	<b>246</b>	<b>304</b>	<b>-32,1%</b>	<b>80,9%</b>
Activités de réparation	1	9	42	52		5	34	39	-25,0%	87,2%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	2	75	216	293	3	28	158	189	-35,5%	83,6%
Autres services à la personne	3	16	84	103	1	21	54	76	-26,2%	71,1%
<b>Hébergement, restauration, débits de boissons</b>	<b>24</b>	<b>479</b>	<b>933</b>	<b>1436</b>	<b>16</b>	<b>133</b>	<b>552</b>	<b>701</b>	<b>-51,2%</b>	<b>78,7%</b>
Hébergement	4	29	59	92	2	12	35	49	-46,7%	71,4%
Restauration	15	371	728	1114	10	102	432	544	-51,2%	79,4%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	7	215	397	619	4	56	225	285	-54,0%	78,9%
<i>Dont Restauration rapide</i>	7	145	310	462	3	42	185	230	-50,2%	80,4%
Débits de boissons	5	79	146	230	4	19	85	108	-53,0%	78,7%
<b>Autres activités</b>	<b>19</b>	<b>180</b>	<b>387</b>	<b>586</b>	<b>11</b>	<b>98</b>	<b>294</b>	<b>403</b>	<b>-31,2%</b>	<b>73,0%</b>
Santé humaine & action sociale	3	58	92	153	4	37	65	106	-30,7%	61,3%
Activités récréatives	6	59	129	194	4	31	105	140	-27,8%	75,0%
Enseignement	7	48	104	159	1	21	85	107	-32,7%	79,4%
Autres activités	3	15	62	80	2	9	39	50	-37,5%	78,0%
<b>Total défaillances</b>	<b>232</b>	<b>3 062</b>	<b>7 608</b>	<b>10 902</b>	<b>170</b>	<b>1 493</b>	<b>5 743</b>	<b>7 406</b>	<b>-32,1%</b>	<b>77,5%</b>

# Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

(Données 12 mois glissants - mars 2011 à mars 2021)



Êtes-vous certains que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz+  
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

Prenez vos décisions en toute confiance et développez votre activité sereinement.

En savoir plus

## Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2020 T1				2021 T1				Évolution 2021 T1 / 2020 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	50	363	876	<b>1 289</b>	24	183	617	<b>824</b>	-36,1%	74,9%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	9	133	309	<b>451</b>	5	48	165	<b>218</b>	-51,7%	75,7%
BRETAGNE	7	141	300	<b>448</b>	4	50	231	<b>285</b>	-36,4%	81,1%
CENTRE VAL DE LOIRE	9	101	247	<b>357</b>	7	61	195	<b>263</b>	-26,3%	74,1%
CORSE	3	42	40	<b>85</b>		6	35	<b>41</b>	-51,8%	85,4%
GRAND EST	17	187	547	<b>751</b>	12	116	423	<b>551</b>	-26,6%	76,8%
HAUTS DE France	14	261	594	<b>869</b>	7	95	387	<b>489</b>	-43,7%	79,1%
ILE DE FRANCE	25	453	2 081	<b>2 559</b>	33	260	1 602	<b>1 895</b>	-25,9%	84,5%
NORMANDIE	10	151	322	<b>483</b>	2	47	203	<b>252</b>	-47,8%	80,6%
NOUVELLE AQUITAINE	26	306	623	<b>955</b>	18	121	461	<b>600</b>	-37,2%	76,8%
OCCITANIE	18	277	590	<b>885</b>	14	127	464	<b>605</b>	-31,6%	76,7%
PAYS DE LA LOIRE	5	110	308	<b>423</b>	7	58	245	<b>310</b>	-26,7%	79,0%
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	36	474	617	<b>1 127</b>	26	235	545	<b>806</b>	-28,5%	67,6%
GUADELOUPE		10	28	<b>38</b>		8	34	<b>42</b>	10,5%	81,0%
GUYANE		1	3	<b>4</b>	1	7	8	<b>16</b>	300,0%	50,0%
MARTINIQUE	1	26	51	<b>78</b>		12	40	<b>52</b>	-33,3%	76,9%
REUNION	2	23	70	<b>95</b>	10	57	83	<b>150</b>	57,9%	55,3%
AUTRES OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU		2	3	<b>5</b>		2	5	<b>7</b>	40,0%	71,4%
<b>Total défaillances</b>	<b>232</b>	<b>3 061</b>	<b>7 609</b>	<b>10 902</b>	<b>170</b>	<b>1 493</b>	<b>5 743</b>	<b>7 406</b>	<b>-32,1%</b>	<b>77,5%</b>

## Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires ou 100 salariés au 1er trimestre 2021

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN PUBLIE	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
OFFICE DEPOT FRANCE	Commerce interentreprises d'autres biens domestiques	4649Z	60	1820	345,8	2019	Redressement judiciaire	Février
MANOIR PITRES	Fonderie d'acier	2452Z	75	441	108,7	2019	Redressement judiciaire	Février
SOCIETE ANIZIENNE DE CONSTRUCTION	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment	4399C	2	182	66,0	2020	Redressement judiciaire	Janvier
ADC CONSTRUCTIONS	Construction d'autres bâtiments	4120B	69	10	45,9	2014	Redressement judiciaire	Janvier
TRAVELEX PARIS SAS	Courtage de valeurs mobilières et de marchandises	6612Z	92	232	43,3	2018	Redressement judiciaire	Janvier
TW FRANCE RETAIL SARL	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	4771Z	75	353	43,3	2019	Redressement judiciaire	Février
DESVRES	Fabrication de carreaux en céramique	2331Z	59	217	36,2	2017	Redressement judiciaire	Janvier
MANOIR BOUZONVILLE	Forge, estampage, matricage, métallurgie des poudres	2550A	75	184	33,5	2019	Redressement judiciaire	Mars
VIVITAR FRANCE	Commerce interentreprises d'autres biens domestiques	4649Z	93	10	30,8	2007	Liquidation judiciaire	Février
CAFE COTON	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	4771Z	93	119	30,3	2019	Procédure de sauvegarde	Février
ETABLISSEMENTS TAM	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment	4399C	91	40	28,2	2018	Liquidation judiciaire	Mars
SACIEG CONSTRUCTION	Construction d'autres bâtiments	4120B	91	31	27,8	2018	Liquidation judiciaire	Mars
CENTHOR	Agencement de lieux de vente	4332C	91	61	24,3	2018	Procédure de sauvegarde	Janvier
H 3 M - LA COMPAGNIE DES PETITS	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	4771Z	13	226	22,1	2019	Redressement judiciaire	Janvier
GLOBAL ECOPOWER	Ingénierie, études techniques	7112B	13	15	21,8	2018	Extension de liquidation judiciaire	Janvier
DISCOUNT AUTO CENTER - YAKAROULER COM	Commerce de gros d'équipements automobiles	4531Z	94	50	21,3	2013	Redressement judiciaire	Février
DEFI MODE S.A.S.	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	4771Z	93	220	20,3	2017	Liquidation judiciaire	Janvier
EXKI FRANCE	Restauration de type rapide	5610C	75	184	20,0	2018	Redressement judiciaire	Janvier
SWEETCOM	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	4322B	33	123	19,4	2019	Redressement judiciaire	Février
CEREC	Découpage, emboutissage	2550B	59	106	16,1	2019	Redressement judiciaire	Mars
ACPP ATELIERS DE CONSTRUCTIONS DU PETIT PARC	Fabrication de générateurs de vapeur, à l'exception des chaudières pour le chauffage central	2530Z	50	247	15,3	2019	Redressement judiciaire	Février
FEDERATION FRANCAISE DES MJC FFMJC	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	9499Z	75	176	9,5		Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire	Janvier
IFAC INSTITUT DE FORMATION D'ANIMATION ET DE CONSEIL EN PROVENCE	Formation continue d'adultes	8559A	13	114	4,7		Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire	Mars
FLUNCH	Cafétérias et autres libres-services	5610B	59	5000		2012	Procédure de sauvegarde	Janvier
AAFP44 ASS AIDE FAMILIALE POPULAIRE LOIRE ATLANTIQUE	Aide à domicile	8810A	44	200			Redressement judiciaire	Février
GLCE LITTORAL - GLCE SECURITE	Activités de sécurité privée	8010Z	34	200			Redressement judiciaire	Janvier
AQUITAINE SECURITE PREVENTION	Activités de sécurité privée	8010Z	33	115		2008	Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire	Janvier
AUXILIADOM	Aide à domicile	8810A	75	100			Procédure de sauvegarde	Mars
ARTES	Autres commerces de détail spécialisés divers	4778C	75	100		2010	Conversion en redressement judiciaire de la procédure de sauvegarde ouverte en janvier	Février

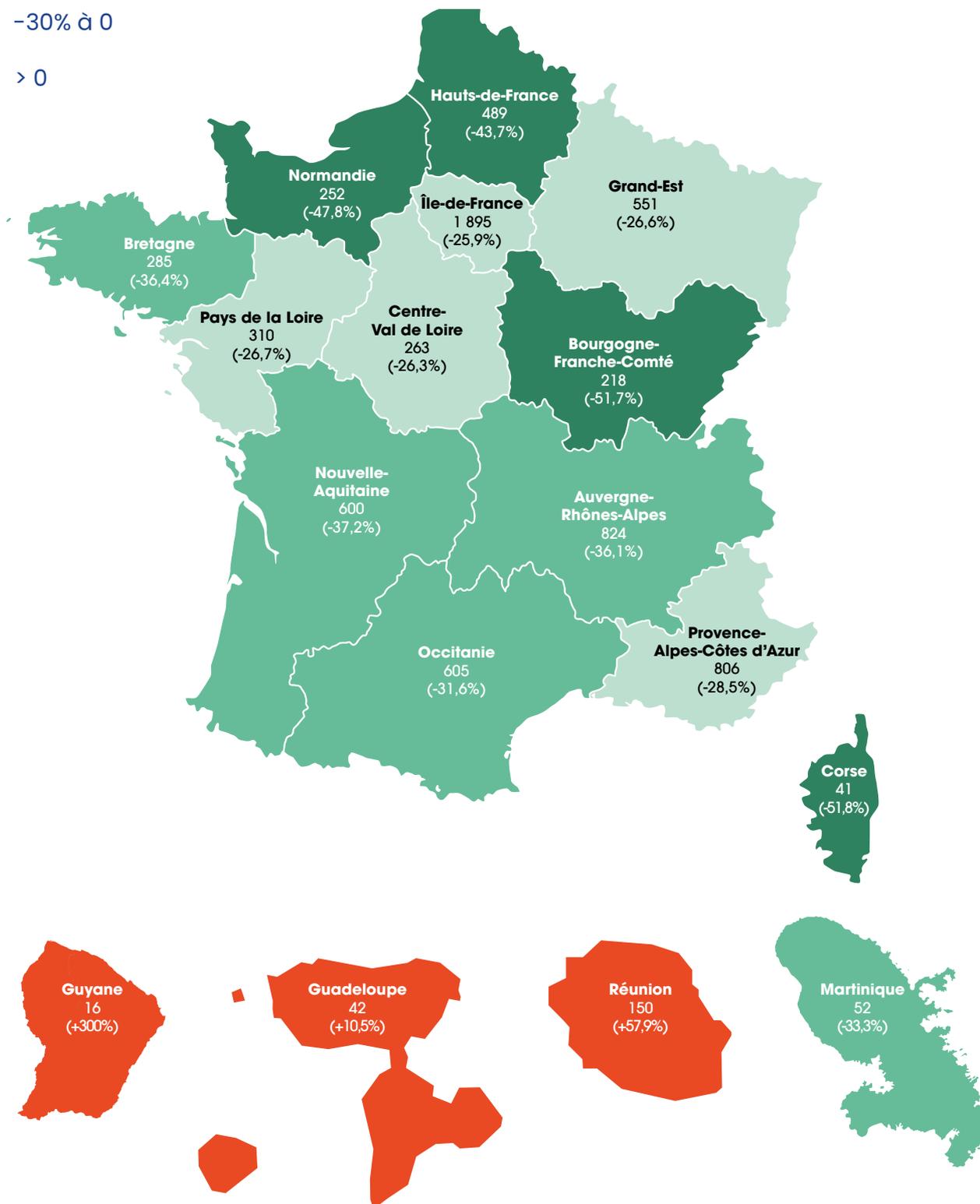
# Carte d'évolution des défaillances par région au premier trimestre 2021

■ < -40%

■ -40% à -30%

■ -30% à 0

■ > 0



## ANNEXES

# Note méthodologique

### Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation).

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

*A retenir : une défaillance = une ouverture.*

### Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

*A retenir : une défaillance = un Siren.*

### Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

*A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.*

### Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

*A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.*

### Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

*A retenir : les activités sont définies par le code NAF.*

### Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

*A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.*

# Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
<b>AGRICULTURE</b>	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
<b>CONSTRUCTION</b>	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
<b>COMMERCE</b>	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
<b>INDUSTRIE</b>	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
<b>INFORMATION &amp; COMMUNICATION</b>	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
<b>TRANSPORT &amp; LOGISTIQUE</b>	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
<b>ACTIVITES FINANCIERES &amp; D'ASSURANCE</b>	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
<b>HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON</b>	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débites de boissons	5630
<b>AUTRES ACTIVITES</b>	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter  
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

# L'analyse trimestrielle

A propos d'Altares

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données **sur plus de 400 millions d'entreprises dans 220 pays.**

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

**Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.**

---



[www.altares.com](http://www.altares.com)